

JEUNESSE ET SPORTS, ÉDUCATION NATIONALE, SUPÉRIEUR : vers un grand pôle éducatif interministériel ?

Depuis son rattachement au Secrétariat Général des ministères en charge des Affaires Sociales (SGMAS) en 2010, les missions « Jeunesse et Sports » sont dévoyées et beaucoup de professeurs de sport ne peuvent plus exercer leurs missions techniques et pédagogiques. Puisque la jeunesse est annoncée comme une priorité, notre société se doit d'investir davantage le champ éducatif, à travers ses différentes composantes. Les missions éducatives concernant aussi bien l'Éducation Nationale que les acteurs intervenant sur le temps périscolaire ; il est donc incompréhensible de recentrer le Ministère des Sports sur du contrôle. Si la pratique du sport, dans certaines conditions, permet de répondre à des enjeux de santé ou de cohésion sociale, c'est parce qu'elle s'inscrit dans une démarche éducative !

Pour renforcer le ministère JS et conforter les personnels dans leurs missions techniques et pédagogiques, avec une proximité retrouvée au plus près des citoyens, le SNEP et la FSU (rejoints par tous les syndicats Jeunesse et Sports sauf la CFDT) revendiquent

un ministère Jeunesse et Sports de plein exercice dans un grand pôle éducatif interministériel. Changer d'interministérialité est une nécessité : JS doit quitter la DRH santé/travail pour rejoindre celle du MENSRI.

Il ne s'agit en aucun cas pour les professeurs de sport de faire le travail d'un enseignant d'EPS ! Il y aura toujours des missions spécifiques Jeunesse et Sports et des politiques publiques interministérielles à mettre en œuvre. Mais au lieu de s'inscrire dans la réparation sociale, les personnels JS exerceraient à nouveau des missions éducatives relatives à des projets de formation, de développement du sport pour tous, de performance sportive. Les liens avec l'Éducation Nationale existent déjà : développement de la pratique des APS pour le plus grand nombre avec Génération 2024, filières de formation aux métiers du sport et de l'animation, parcours sports études pour les sportifs de haut niveau (mineurs et majeurs), missions transversales telles que sport citoyenneté, sport laïcité, sport féminin, sport santé, savoir nager, etc. Il s'agirait juste de les renforcer !



Dans un contexte marqué par Action Publique 2022, la création d'un grand pôle éducatif interministériel permettrait de renforcer les complémentarités entre le MEN, JS et le Supérieur, tout en valorisant les spécificités des différents métiers et cultures professionnelles. Alors, n'ayons pas peur de ce projet, mais revendiquons le « Tous ensemble » !

gwenaelle.natter@snepsfu.net

Pour plus d'infos : consulter les bulletins « sport » sur <http://www.snepsfu.net/mjs/index.php>

UN PRÉSIDENT ET SES MESURES CONTESTÉS !

Alors que le mouvement des gilets jaunes occupe l'espace médiatique depuis le 17 novembre, pour demander l'augmentation du pouvoir d'achat, le président Macron, après ses annonces, qui sont loin de convaincre, sur le SMIC et la CSG des retraités, vient de se livrer, à l'occasion des traditionnels vœux pour 2019, à une nouvelle démonstration de déni et mépris face à la colère qui monte dans le pays. Il entend la révolte qui gronde mais n'envisage aucune inflexion de sa politique économique et sociale, son projet ultra libéral continuera d'être déroulé comme si de rien n'était.

Ce sera donc la poursuite de sa politique fiscale, profondément injuste, qui sert les 1% des plus riches du pays, contre le pouvoir d'achat de toutes et tous. Les fonctionnaires ne sont pas épargnés, puisque le gel de la valeur du point d'indice est à nouveau de mise pour 2019 et de nombreuses suppressions d'emploi sont prévues, dégra-

dant ainsi la qualité du service public et les conditions de travail des agents.

Ainsi, alors que la contestation monte de partout dans le pays, le président Macron et son exécutif, au plus bas dans les sondages d'opinion (le dernier en date affiche que 75% des sondés jugent défavorablement le bilan du gouvernement), entendent maintenir le cap : doublement du CICE, avec près de 40 milliards distribués pour plus de la moitié aux grosses entreprises qui reversent des dividendes records aux actionnaires et suppriment des emplois, suppression de postes dans la fonction publique et poursuite du projet de réforme dans le cadre de CAP 22, réforme des retraites qui impactera sérieusement le montant des pensions, contrôle accru des « sans emploi » avec des sanctions renforcées en lieu et place de la lutte contre le chômage lui-même, maintien de mesures fiscales injustes telles que la suppression de l'ISF, la flat tax ou l'exit tax...

Le pouvoir, bien que fragilisé ne veut pas infléchir sa politique discriminatoire au service des plus riches qui a pour objectif de remettre en cause notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance (combattu depuis 1947 par le patronat et les puissances d'argent). C'est la satisfaction des puissants au détriment des plus faibles qui est en œuvre et qui ravit le MEDEF qui n'a même plus besoin de porter ses revendications.

Face à cette obstination, et devant de telles dégradations, nul doute que nous aurons besoin d'une mobilisation large et massive pour qu'enfin, ce président et son gouvernement entendent raison et cessent de mettre en pièce notre modèle social protecteur. C'est ce que portent le SNEP et la FSU dans les intersyndicales interprofessionnelle et fonction publique.

polo.lemonnier@snepsfu.net